

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.502/2
DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 24 novembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant la procédure relative au règlement collectif de dettes", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door een enorme, negatieve impact die de financiële crisis en de daarop volgende economische crisis had en ook nu nog heeft op de koopkracht en de tewerkstelling van de burgers in dit land. Deze situatie heeft tot gevolg dat we momenteel worden geconfronteerd met een aanzienlijke stijging van het aantal verzoeken tot collectieve schuldenregeling. De procedures tot collectieve schuldenregeling zijn procedures waarin er zeer intensief gebruik wordt gemaakt van gerechtsbrieven om oproepingen en kennisgevingen te doen. De griffies van de arbeidsrechtbanken worden door het toegenomen aantal gerechtsbrieven geconfronteerd met een stijging van de werklast en van de uitgaven die een onmiddellijk ingrijpen noodzaakt."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Portée de l'avant-projet

Dans l'état actuel des textes, toutes les communications du greffe - convocation devant le juge et notification de la décision - s'effectuent par pli judiciaire.

.../...

Sous l'effet de la crise financière et de la crise économique, les greffes des tribunaux du travail enregistrent une augmentation sensible du nombre de demandes de règlement collectif de dettes. Cette situation entraîne un fort accroissement du nombre de plis judiciaires et dès lors une augmentation tant de la charge de travail des greffes que des dépens liés à la notification systématique de plis judiciaires, ce qui nécessite une intervention immédiate.

Désormais seraient seules notifiées par pli judiciaire ⁽¹⁾ la décision d'admissibilité au règlement collectif de dettes et les décisions qui y mettent un terme ou le révoquent. Les autres décisions prises dans le cours de la procédure seraient notifiées par le greffier, par courrier recommandé, tandis que toutes les convocations dans le cadre de la procédure seraient notifiées par le greffier par pli simple.

Il devrait en résulter une substantielle diminution de la charge de travail et une importante diminution des coûts afférents aux notifications par voie de greffe en la matière.

Examen de l'avant-projet

Dispositif

Articles 5 et 6

1. Désormais les textes du Code judiciaire en matière de règlement collectif de dettes relatifs à des convocations ou à des notifications de décisions se réfèrent à l'article 1675/16 en projet, lequel tend à déterminer toutes les règles applicables aux convocations et notifications en la matière.

C'est pourquoi, dans cet avant-projet, les articles 1675/9, § 1^{er}, et 1675/11, § 2, se réfèrent à l'article 1675/16, le premier en ce qui concerne la notification de la décision d'admissibilité et le second la convocation des parties et du médiateur de dettes dans la phase du plan de règlement judiciaire.

⁽¹⁾ Voir les articles 32, 2/, *in fine*, et 46 (combinés) du Code judiciaire.

Les observations qu'appellent ces dispositions sont groupées sous l'article 7.

Article 7

1. L'article 1675/16 projeté devrait remplacer l'actuel article 1675/16, lequel figure dans les "dispositions communes aux deux procédures", c'est-à-dire le plan de règlement amiable et le plan de règlement judiciaire .

2. L'article 1675/16, § 1^{er}, projeté énonce que "toutes les convocations dans le cadre de la procédure de règlement collectif de dettes sont notifiées par le greffier, par pli simple" ⁽²⁾. Ce mode de communication est admissible pour autant qu'en amont les coordonnées des parties aient été effectivement vérifiées, ce qui se produit ainsi en cas de notification, sous pli judiciaire, de la décision d'admissibilité (article 1675/16 du Code judiciaire). Pour le surplus, un changement de domicile en cours de procédure de règlement collectif demeure sans effet aussi longtemps que la partie qui a changé son domicile néglige d'en avertir le greffe et les autres parties ⁽³⁾.

⁽²⁾ Sur le mode de calcul des délais, voir l'article 53*bis* du Code judiciaire et, plus bas, n/ 3.3.

⁽³⁾ Il s'agit du principe de "la permanence du domicile judiciaire"; voir A. FETTWEIS, *Manuel de procédure civile*, 2^e éd., Liège, 1987, n/ 222, p. 185 et les références citées. Désormais ce principe figure à l'article 36, § 2, du Code judiciaire dans la version de l'article 5 de la loi du 5 août 2006 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique (I); cette disposition entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le Roi et au plus tard le 1^{er} janvier 2011 (article 16 de la loi du 5 août 2006 modifié par l'article 2 de la loi du 24 juillet 2008 (II)).

Le Conseil d'État relève cependant qu'il n'est pas envisagé de modifier l'article 1675/14, § 2, alinéa 4, et l'article 1675/15, § 1^{er}, alinéa 2, du Code judiciaire, lesquels prévoient que le greffier informe le débiteur et les créanciers de la date à laquelle la cause sera soumise au juge. Même si les termes utilisés sont différents ⁽⁴⁾ (tant dans la version néerlandaise que française), le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle il ne serait pas également fait référence, en cas d'information, à l'article 1675/16, § 1^{er}.

3.1. Les paragraphes 2, 3 et 4, alinéas 1^{er} et 4, projetés envisagent chaque fois "les décisions du juge prises dans le cadre du règlement collectif de dettes". Il semble préférable d'omettre les mots "du juge" car le terme "décision" concerne tant les jugements que les arrêts (distinction qu'effectue l'article 1675/16, alinéa 4, du Code judiciaire de même que l'article 1675/16, § 4, alinéa 3, projeté).

De manière plus générale, il est permis de se demander s'il faut reproduire à chaque paragraphe les termes "dans le cadre de la procédure de règlement collectif de dettes" alors que précisément l'avant-projet s'insère dans cette matière (voir aussi, ci-dessous, l'observation n/ 3.2 à propos de la révocation).

3.2. L'article 1675/16, § 2, en projet énumère limitativement les décisions qui doivent être notifiées par le greffier sous pli judiciaire. Il s'agit de la décision d'admissibilité rendue sur requête unilatérale, la seule qui soit, en la matière, susceptible

⁽⁴⁾ La persistance d'une telle distinction peut susciter de très délicates questions sur les effets de la communication (FR. DEMOULIN, "Quelles procédures en règlement collectif de dettes, unilatérales ou contradictoires" ?, *Act. Dr.*, 2003, sp. pp. 547 à 559). En harmonisant les termes utilisés - ce qui semble très réalisable, compte tenu de l'uniformité du mode de communication -, bien des difficultés seraient évitées. De plus, la question peut se poser si, pour définir les parties à ces séquences procédurales, l'article 5, alinéas 5 et 6, de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises ne pourrait apporter une solution conciliant la sécurité juridique, le respect des droits de la défense et l'économie de la procédure; en un mot, pour que la partie intéressée devienne partie à la procédure, elle devrait formaliser une intervention au sens des articles 812 à 814 du Code judiciaire. Si cette règle devait être retenue, il importerait que la possibilité de se porter ainsi partie figure en caractères très apparents et très lisibles sur la lettre de convocation (comparer le mécanisme de l'article 1644, alinéa 2, du Code judiciaire en matière de procédure d'ordre).

de tierce opposition (article 1675/16, alinéa 3, du Code judiciaire) et des décisions "qui mettent un terme au règlement collectif de dettes ou le révoquent".

Le commentaire des articles ne fournit toutefois aucune indication sur ce qu'il y a lieu d'entendre exactement par "décision qui met un terme au règlement collectif de dettes"; s'agit-il uniquement d'une décision rejetant ou imposant le plan de règlement judiciaire à l'exclusion par exemple d'une décision ayant pour objet le désistement de la demande ?

De plus, lorsqu'il s'agit de décisions révoquant le règlement collectif de dettes, s'agit-il dans l'esprit de l'auteur de l'avant-projet d'exclure la révocation de la décision d'admissibilité également visée à l'article 1675/15, § 1^{er}, du Code judiciaire le texte envisageant les deux hypothèses ? Une telle différence de traitement semble peu vraisemblable mais le texte tel qu'il est projeté n'apporte pas une sécurité suffisante; il y a donc lieu d'y remédier (voir aussi, ci-dessus, l'observation n/ 3.1) ⁽⁵⁾.

De même, la démarcation précise des décisions concernées pourrait faire problème en ce qui concerne la tierce opposition contre la décision d'admissibilité en cas de rétractation subséquente de celle-ci ou au contraire en cas de rejet du recours. Devrait-on considérer que dans le premier cas la décision met un terme au règlement collectif de dettes et est régie par le paragraphe 2 tandis que dans l'autre cas la décision déclarant le recours irrecevable ou non fondé relèverait du paragraphe 3 ?

Afin de prévenir nombre de difficultés, il semble que l'article 1675, § 2, 2/, projeté devrait énumérer de façon restrictive les décisions concernées par référence au texte applicable, à l'instar de ce qui est prévu au paragraphe 2, 1/.

3.3. L'article 1675/16, § 3, en projet concerne "toutes les autres décisions du juge prises dans le cadre du règlement collectif de dettes", lesquelles sont notifiées par le greffier, par courrier recommandé.

⁽⁵⁾ On relève également que les termes utilisés pourraient ne pas être entièrement harmonisés avec l'article 1675/7, § 4, lequel en matière d'effets de la décision d'admissibilité prévoit que ceux-ci se prolongent "jusqu'au rejet, jusqu'au terme ou jusqu'à la révocation du règlement collectif de dettes...", les termes "rejet du plan" apparaissant quant à eux au même article 1675/7, § 2, alinéa 3.

La solution peut se justifier dans la mesure où il s'agit de décisions étrangères tant à l'initialisation qu'à l'achèvement de la procédure. Le formalisme allégé (absence d'accusé de réception) peut se justifier car la personne est informée de la procédure et y participe.

Le cas échéant, une telle décision n'est susceptible que d'appel, le délai se calculant conformément à l'article 53*bis*, 2/, du Code judiciaire ⁽⁶⁾.

Cet allègement comparativement à la notification par pli judiciaire semble admissible dans ce contexte ⁽⁷⁾. Enfin, une telle règle est à combiner avec le "principe général du droit selon lequel la rigueur de la loi peut être tempérée en cas de force majeure ou d'erreur invincible" ⁽⁸⁾.

⁽⁶⁾ Sur le mode de computation du délai en ce cas, voir Cass., 30 janvier 2009, *R.A.B.G.*, 2009, p. 1165 et obs. P. VANLERSBERGHE, "Het vertrekpunt van de termijn in geval van kennisgeving".

⁽⁷⁾ Selon la Cour constitutionnelle, "la volonté de réduire les frais de la procédure ou d'accélérer le déroulement de celle-ci ne justifie pas que le débiteur, confronté à une décision contre laquelle un recours lui est ouvert, puisse être privé de ce recours ou voie son exercice limité lorsque la décision lui est communiquée par un simple pli dont l'acheminement ne fait pas l'objet de garanties particulières et lorsque, de surcroît, le délai de recours a, comme en l'espèce, commencé à courir dès l'expédition du pli" (C.C., n/ 76/2008, 8 mai 2008, B.8, *J.T.*, 2009, p. 8, et obs. G. CLOSSET-MARCHAL, "La notification des décisions de justice comme point de départ des délais de recours").

⁽⁸⁾ C.C., 21 février 2008, n/ 25/2008, *J.T.*, 2008, p. 229; *R.D.C.*, 2008, p. 317; *J.L.M.B.*, 2008, p. 392; voir aussi C.C., n/ 99/2007, 12 juillet 2007, et C.C., n/ 30/2008, 28 février 2008, *J.L.M.B.*, 2008, p. 995.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. de LEVAL.,	assesseurs de la section de législation,
Mesdames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.502/2
VAN 1 DECEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 24 november 2009 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de procedure betreffende de collectieve schuldenregeling", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door een enorme, negatieve impact die de financiële crisis en de daarop volgende economische crisis had en ook nu nog heeft op de koopkracht en de tewerkstelling van de burgers in dit land. Deze situatie heeft tot gevolg dat we momenteel worden geconfronteerd met een aanzienlijke stijging van het aantal verzoeken tot collectieve schuldenregeling. De procedures tot collectieve schuldenregeling zijn procedures waarin er zeer intensief gebruik wordt gemaakt van gerechtsbrieven om oproepingen en kennisgevingen te doen. De griffies van de arbeidsrechtbanken worden door het toegenomen aantal gerechtsbrieven geconfronteerd met een stijging van de werklast en van de uitgaven die een onmiddelijk ingrijpen noodzaakt."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Strekking van het voorontwerp

Bij de huidige stand van de teksten geschieden alle mededelingen van de griffie - oproeping voor de rechter en kennisgeving van de beschikking - bij gerechtsbrief.

Als gevolg van de financiële en economische crisis merken de griffies van de arbeidsrechtbanken een aanzienlijke stijging van het aantal verzoeken tot collectieve schuldenregeling. Deze situatie brengt een sterke toename mee van het aantal gerechtsbrieven en dientengevolge een stijging van zowel de werklast van de griffies als van de uitgaven verbonden aan de systematische kennisgeving van de gerechtsbrieven; zulks vereist dat onmiddellijk wordt ingegrepen.

Voortaan zou per gerechtsbrief ⁽¹⁾ alleen worden kennisgegeven van de beschikkingen van toelaatbaarheid van de collectieve schuldenregeling en van de beschikkingen waarbij deze regeling beëindigd of herroepen worden. Van de overige beschikkingen die worden genomen in de loop van de procedure zou door de griffier kennis worden gegeven bij aangetekende brief, terwijl van alle oproepingen in het kader van de procedure door de griffier kennis zou worden gegeven bij gewone brief.

Zulks zou een substantiële vermindering van de werklast tot gevolg moeten hebben en een aanzienlijke vermindering van de kosten verbonden aan de kennisgevingen die via de griffie geschieden inzake collectieve schuldenregeling.

Onderzoek van het voorontwerp

Dispositief

Artikelen 5 en 6

1. Voortaan wordt in de teksten van het Gerechtelijk Wetboek inzake collectieve schuldenregeling met betrekking tot de oproepingen of de kennisgevingen van beschikkingen verwezen naar het ontworpen artikel 1675/16, dat ertoe strekt alle regels

⁽¹⁾ Zie de artikelen 32, 2/, *in fine*, en 46 (in samenlezing) van het Gerechtelijk Wetboek.

vast te stellen die van toepassing zijn op de oproepingen en kennisgevingen inzake collectieve schuldenregeling.

Daarom wordt in dit voorontwerp in de artikelen 1675/9, § 1 en 1675/11, § 2, verwezen naar artikel 1675/16, het eerste met betrekking tot de kennisgeving van de beschikking van toelaatbaarheid en het tweede met betrekking tot de oproeping van de partijen en van de schuldbemiddelaar in de fase van de gerechtelijke aanzuiveringsregeling.

De opmerkingen waartoe deze bepalingen aanleiding geven, zijn samengebracht in artikel 7.

Artikel 7

1. Het ontworpen artikel 1675/16 zou het huidige artikel 1675/16 moeten vervangen dat voorkomt in de "Bepalingen gemeenschappelijk aan beide procedures", dit wil zeggen de minnelijke aanzuiveringsregeling en de gerechtelijke aanzuiveringsregeling.

2. Het ontworpen artikel 1675/16, § 1, stelt : "Alle oproepingen in het raam van de procedure van de collectieve schuldenregeling worden door de griffier bij gewone brief ter kennis gebracht" ⁽²⁾. Deze mededelingswijze is aanvaardbaar voor zover vooraf de personalia van de partijen daadwerkelijk zijn nagetrokken, wat aldus geschiedt bij kennisgeving van de beschikking van toelaatbaarheid bij gerechtsbrief (artikel 1675/16 van het Gerechtelijk Wetboek). Voor het overige heeft een verandering van woonplaats in de loop van de procedure inzake collectieve schuldenregeling geen gevolgen zolang de

⁽²⁾ In verband met de wijze waarop de termijnen worden berekend zie artikel 53bis van het Gerechtelijk Wetboek en, hierna, nr. 3.3.

partij die van woonplaats is veranderd de griffie en de overige partijen daarvan niet op de hoogte brengt ⁽³⁾.

De Raad van State wijst er evenwel op dat geen wijziging overwogen wordt van artikel 1675/14, § 2, vierde lid, en artikel 1675/15, § 1, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, waarin wordt bepaald dat de griffier "de schuldenaar en de schuldeisers in kennis (stelt) van de datum waarop de zaak voor de rechter komt". Hoewel met verschillende termen wordt gewerkt ⁽⁴⁾ (zowel in de Nederlandse als in de Franse versie) is het de Raad van State niet duidelijk waarom, in geval van "inkennisstelling" ("information"), ook niet zou worden verwezen naar artikel 1675/16, § 1.

3.1. In de ontworpen paragrafen 2, 3 en 4, eerste en vierde lid, heeft men het telkens over "uitspraken die door de rechter worden gedaan in het raam van de collectieve schuldenregeling". Het lijkt verkieslijk de woorden "door de rechter" weg te

⁽³⁾ Het gaat om het beginsel van "het permanente karakter van de gerechtelijke woonplaats"; zie A. FETTWEIS, *Manuel de procédure civile*, 2^e ed., Luik, 1987, nr. 222, blz. 185 en de aangehaalde verwijzingen. Thans komt dit beginsel voor in artikel 36, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek in de versie van artikel 5 van de wet van 5 augustus 2006 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de elektronische procesvoering (I); deze bepaling zal in werking treden op een door de Koning bepaalde datum en uiterlijk 1 januari 2011 (artikel 16 van de wet van 5 augustus 2006 gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 24 juli 2008 (II)).

⁽⁴⁾ Het blijven bestaan van een zodanig onderscheid kan zeer kiese vragen doen rijzen omtrent de gevolgen van de kennisgeving (FR. DEMOULIN, "Quelles procédures en règlement collectif de dettes, unilatérales ou contradictoires" ?, *Act. dr.*, 2003, inz. blz. 547 tot 559). Door de gebezigde termen op elkaar af te stemmen - wat goed haalbaar is gelet op de eenvormigheid in de mededelingswijze -, zouden heel wat moeilijkheden voorkomen worden. Bovendien rijst de vraag of, voor het definiëren van de partijen in deze procedures, artikel 5, vijfde en zesde lid, van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen geen oplossing zou kunnen bieden, waarbij rechtszekerheid, inachtneming van de rechten van de verdediging en economie van de procedure samengaan; kortom, wil de betrokken partij partij worden in de procedure, zou ze een tussenkomst moeten formaliseren in de zin van de artikelen 812 tot 814 van het Gerechtelijk Wetboek. Mocht deze regel worden behouden, zou de mogelijkheid om zich aldus partij te stellen in zeer goed zichtbare en leesbare letters moeten voorkomen op de oproepingsbrief (vergelijk met het voorschrift van artikel 1644, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek inzake de rangregelingprocedure).

laten, daar het woord "uitspraak" betrekking heeft op zowel de vonnissen als de arresten (een onderscheid dat wordt gemaakt in artikel 1675/16, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek alsmede in het ontworpen artikel 1675/16, § 4, derde lid).

Meer algemeen rijst de vraag of in elke paragraaf de woorden "in het raam van de procedure van de collectieve schuldenregeling" moeten worden herhaald, terwijl het voorontwerp juist verband houdt met die aangelegenheid (zie ook hierna opmerking nr. 3.2. over de herroeping).

3.2. Het ontworpen artikel 1675/16, § 2, geeft een limitatieve opsomming van de beschikkingen die door de griffier bij gerechtsbrief moeten worden ter kennis gebracht. Het gaat om de beschikking van toelaatbaarheid, gewezen op eenzijdig verzoekschrift, de enige die, in dezen, vatbaar is voor derden-verzet (artikel 1675/16, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek) en om de beschikkingen "die de collectieve schuldenregeling beëindigen of herroepen".

Uit de artikelsgewijze bespreking kan evenwel geenszins worden opgemaakt wat juist dient te worden verstaan onder "beschikking die de collectieve schuldenregeling beëindigt"; gaat het uitsluitend om een beschikking waarbij de gerechtelijke aanzuiveringsregeling wordt afgewezen dan wel opgelegd, met uitsluiting bijvoorbeeld van een beschikking met als onderwerp de afstand van de vordering ?

Wanneer het gaat om beschikkingen waarbij de collectieve schuldenregeling wordt herroepen, rijst bovendien de vraag of de steller van het voorontwerp dan denkt aan de uitsluiting van de herroeping van de beschikking van toelaatbaarheid, waarvan eveneens sprake is in artikel 1675/15, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien de tekst voorziet in beide gevallen. Een zodanig verschil in behandeling lijkt niet erg aannemelijk maar, zoals de tekst is ontworpen, biedt hij niet voldoende zekerheid; dit dient dus te worden verholpen (zie ook *supra*, opmerking nr. 3.1) ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Er zij eveneens op gewezen dat het zou kunnen dat de gebruikte bewoordingen niet helemaal afgestemd zijn op artikel 1675/7, § 4, dat inzake de gevolgen van de beschikking van toelaatbaarheid bepaalt dat deze "verder lopen tot de verwerping, het einde of de herroeping van de aanzuiveringsregeling ...", waarbij de woorden "verwerping van de aanzuiveringsregeling" dan weer voorkomen in hetzelfde artikel 1675/7, § 2, derde lid.

Evenzo zou de nauwkeurige afbakening van de bewuste beschikkingen problemen kunnen doen rijzen wat het derden-verzet betreft tegen de beschikking van toelaatbaarheid wanneer deze daarna wordt ingetrokken of, integendeel, wanneer het beroep wordt verworpen. Zou men er vanuit moeten gaan dat in het eerste geval de beschikking de collectieve schuldenregeling beëindigt en onder paragraaf 2 valt, terwijl in het andere geval de beschikking waarbij het beroep onontvankelijk dan wel niet-gegrond wordt verklaard, onder paragraaf 3 zou vallen ?

Om tal van moeilijkheden te voorkomen laat het zich aanzien dat in het ontworpen artikel 1675, § 2, 2/, de bewuste beschikkingen zouden moeten worden opgenoemd met verwijzing naar de toepasselijke tekst, naar het voorbeeld van hetgeen bepaald wordt in paragraaf 2, 1/.

3.3. Het ontworpen artikel 1675/16, § 3, heeft betrekking op "alle overige uitspraken die door de rechter worden gedaan in het raam van de procedure van de collectieve schuldenregeling", en die door de griffie bij aangetekende brief ter kennis worden gebracht.

De oplossing is te rechtvaardigen in zoverre het gaat om beschikkingen die niets vandoen hebben met het in gang zetten, noch met het voltooien van de procedure. Het vereenvoudigde vormvoorschrift (geen ontvangstbewijs) is te rechtvaardigen, daar de persoon op de hoogte gebracht wordt van de procedure en eraan deelneemt.

In voorkomend geval kan tegen een zodanige beschikking geen hoger beroep worden ingesteld, daar de termijn wordt berekend overeenkomstig artikel 53bis, 2/, van het Gerechtelijk Wetboek ⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Over de berekeningswijze van de termijn in dat geval, zie Cass., 30 januari 2009, *R.A.B.G.*, 2009, p. 1165 en opm. P. VANLERSBERGHE, "Het vertrekpunt van de termijn in geval van kennisgeving".

Deze vereenvoudiging in vergelijking met de kennisgeving bij gerechtsbrief lijkt aanvaardbaar in die context ⁽⁷⁾. Tenslotte moet een zodanige regel gecombineerd worden met het "algemeen rechtsbeginsel dat de strengheid van de wet in geval van overmacht of van onoverkomelijke dwaling kan worden gemilderd" ⁽⁸⁾.

⁽⁷⁾ Het Grondwettelijk Hof stelt het volgende : "Te dezen verantwoordt de wil om de kosten van de rechtspleging te beperken of het verloop ervan te versnellen, niet dat de schuldenaar, die wordt geconfronteerd met een beslissing waartegen hij beroep kan aantekenen, dat beroep zou kunnen worden ontnomen of dat de uitoefening daarvan zou worden beperkt wanneer de beslissing hem wordt meegedeeld bij gewone brief waarvan de afhandeling niet gepaard gaat met bijzondere waarborgen, en wanneer de beroepstermijn bovendien, zoals te dezen, is beginnen te lopen vanaf de verzending van de brief" (Gw. H., nr. 76/2008, 8 mei 2008, B.8., *J.T.*, 2009, blz. 8 en opm. G. CLOSSET-MARCHAL, "La notification des décisions de justice comme point de départ des délais de recours").

⁽⁸⁾ Gw. H., 21 februari 2008, nr. 25/2008, *J.T.*, 2008, 229; *R.D.C.*, 2008, 317; *J.L.M.B.*, 2008, 392; zie ook Gw. H., nr. 99/2007, 12 juli 2007, en Gw. H., nr. 30/2008, 28 februari 2008, *J.L.M.B.*, 2008, 995.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	G. de LEVAL,	assessoren van de afdeling wetgeving,
de Dames	A. WEYEMBERGH,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B.VIGNERON

Y. KREINS